

Briefe an die SÄZ



Es gibt Wichtigeres als ein Cannabisverbot

Betäubungsmittelgesetz JA, das ist klar. Aber Hanf? – Die FMH gibt Stimmfreigabe. Prof. Geiser empfiehlt uns ein NEIN – man habe doch schon vor 40 Jahren festgestellt, dass der Konsum schädlich sei [1]. Ich schätze Herrn Geiser und immer auch seine Artikel sehr. Aber heute kann ich ihm ausnahmsweise nicht zustimmen. Unsere Welt hat sich extrem verändert.

Ich denke: Es mag ja sein, dass Cannabis (und noch vielmehr die vielen neuen Substanzen) bei langjährigem oder exzessivem Konsum Schäden verursachen. Aber das kann man vom Rauchen und vom Alkohol auch sagen. Auch das omniprésente Porno- und Sexgeschäft vergiftet die Gefühle und die Persönlichkeit unserer Jugendlichen ab 5-jährig(!) und auch der Erwachsenen. Und damit unser soziales Zusammenleben. Auch die 40 bis 100 TV-Sender, die uns täglich 24 Stunden entgegenflimmern, tragen – mit löblichen Ausnahmen – enorm zur (absichtlichen?) Verblödung, Gewöhnung an Gewalt und sogar Anstiftung zu Gewalt bei. Auch dies bei unseren Jugendlichen ab fünf Jahren und der ganzen erwachsenen Bevölkerung. Das soll nicht schädlich sein? Heute lese ich: Es gibt in der Schweiz schätzungsweise 50 000 «Internetsüchtige» (35 Stunden/Woche «Zwanghaft» auf dem Netz; 2/3 davon sind unter 20 Jahre alt). Das genaue Ausmass sei gar nicht richtig bekannt.

Weiter «offiziell» geduldet, zum Teil auch ohne Wirkung verboten, auf unserer Welt: Rücksichtslosigkeit bei der Ausbeutung der Meere, Hunderttausende Beschneidungen, Kinderheiraten, Zwangsheiraten, millionenfaches Schächten von Tieren, Sklaverei, tägliche Bombenanschläge, um unschuldige Menschen in die Luft zu sprengen, unaufhaltsame Urwaldabholzungen, Hundekurse (anstatt Elternkurse), Dutzende Kriege mit gezieltem schrecklichem Bevölkerungsterror usw., usw.! – Also, was soll's? Wohlstandsstreiterei! Ich stimme JA.

Dr. med. Lloyd Huber, Möriken-Wildegg

1 Geiser M. Die Hanfinitiative – eine Mogelpackung. Schweiz Ärztezeitung. 2008;89(43):1854-6.

Où est l'idéologie?

L'ancien médecin cantonal vaudois Dr Jean Martin donne une leçon de morale aux médecins qui refusent de baster devant l'endémie de la toxicomanie dans notre pays [1]. Au nom du bon sens. J'ai toujours cru que le bon sens médical consistait à prôner la guérison d'abord, l'aide ensuite et la consolation enfin. Qu'il fallait respecter le malade et non la maladie.

Les médecins de ma génération (celle de Jean Martin) portent la responsabilité d'avoir négligé l'épidémie de toxicomanie des années 60, la laissant se transformer en une endémie qui a conduit aux complications d'aujourd'hui (hépatite C, HIV, et remontée d'autres pathologies). Notre passivité des années 80 et 90 est, indiscutablement et sans fausse culpabilité, responsable des mortalités (300–400 décès annuels) et morbidités actuelles. L'autosatisfaction devant ces résultats misérables est exaspérante.

Rechercher pour chaque malade un traitement adapté est une absurdité si ce malade n'est pas libre et choisit ce que son addiction lui impose. Parlant d'une maladie qui fait disparaître en partie volonté, motivation, désir de vivre, c'est un grave manque de bon sens médical que de vouloir respecter d'abord les désirs du malade. Le ferait-on pour un jeune qui tente de se suicider?

Derrière la modification de la LStup, il y a une idéologie, un dogme que j'ai toujours refusé comme défaitiste, c'est l'idéologie de Thomas Zeltner, de l'OFSP et de Jean Martin: *Il faut vivre avec la toxicomanie que l'on ne parviendra pas à éradiquer. Ceux qui pensent autrement que nous sont idéologues et dogmatiques.*

Peut-on ne pas être d'accord avec le fatalisme thérapeutique qui a marqué 40 ans de politique sanitaire suisse? Observer le prosélytisme autour des centres de distribution de seringues, le travail des dealers facilité par ces mini-centres commerciaux, de nouvelles générations atteintes par cette contagiosité? Tout cela par respect des désirs de malades privés de jugement par leur maladie même?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les médecins doivent choisir entre la solution facile qui fait plaisir au malade ou la rigueur qui le soigne. Ce choix éludé officiellement depuis 30 ans, je comprends qu'il dérange un Jean Martin acteur éminent de cette période. Je me permets en toute amitié d'appeler hypocrite une telle attitude en 2008. Les petits cimetières juvéniles laissés derrière nous à la fin du siècle passé sont encore là.

En scientifique, et avec bon sens, on doit exiger des études sérieuses, critiques et neutres pour évaluer les résultats de la politique sanitaire suisse. C'est avec cette promesse que dans les années 90 ont été acceptées les ordonnances fédérales. Rien de comparatif ni objectif dans les chiffres fournis.

L'incidence des surdoses, la persistance d'une toxicomanie additive à la «thérapie» officielle, les mélanges avec alcool et psychotropes, les accidents de surdose sous méthadone et tranquillisants, le nombre important des suicides chez les malades assistés, plusieurs autres éléments montrent que le quatrième pilier tel que pratiqué ne convient pas. Il est dangereux, n'est pas une thérapie mais une *assistance au suicide*. Peut-on, sans être accusé de dogmatisme, refuser la légalisation de cette pratique? Voter non le 30 novembre est-ce encore une attitude idéologique?

Francis Thévoz, ancien président SVM,
comité ARCD (Assoc. romande contre la drogue)

1 Martin J. Oui au bon sens, non à l'idéologie dogmatique. Bull Méd Suisses. 2008;89(41):1786.

Votation sur la loi fédérale sur les stupéfiants

La loi fédérale révisée met aussi l'abstinence au premier plan des objectifs!

Il importe de réagir à l'endroit d'une contre-vérité grave, déloyale, que des adversaires de la révision de la loi sur les stupéfiants et certains courriers de lecteurs tendent à répandre. Ils opposent les vertueux (eux-mêmes), qui veulent l'abstinence, aux soi-disant laxistes qui ne verraient de beau que les traitements de substitution: méthadone – voire héroïne dans des situations de dépendances gravissimes et limitées en nombre. Héroïne dont on peut rappeler, s'agissant du canton de Vaud par exemple, qu'il n'a pas de projet dans ce sens et qu'il n'est pas question que la Confédération puisse imposer d'en établir.

Tout le monde a comme objectif préféré l'abstinence et il est malveillant de faire croire que ceux qui sont favorables à la loi révisée seraient d'un autre avis. La très grande majorité des intervenants de terrain sont en sa faveur. Je sais que quelques-uns de mes confrères et certains toxicomanes sortis d'affaire y sont opposés. Au reste, la plupart des opposants sont soit des idéalistes quelque peu hors sol, soit surtout (tristement) des idéologues doctrinaires carrément hors sol. L'expérience de centaines de praticiens démontre que si on entend aider, de manière humaine et dans l'optique d'une justice sociale minimale, l'ensemble de nos concitoyens dépendants de

drogue, il est impératif d'offrir plusieurs possibilités différentes de traitement – étant entendu une fois encore que l'abstinence est le but final de tous. Il convient d'accepter la révision de la loi sur les stupéfiants, et ceci en la distinguant sans équivoque de l'initiative sur le cannabis qui ne lui est pas liée.

Dr Jean Martin,
ancien médecin cantonal vaudois,
Echandens

La faillite éthique et morale de la médecine étatique

La prise de position de la Fédération des médecins suisses, largement médiatisée, et celle, sous forme de publicité des Directeurs de la Santé, faisant croire au succès incontestable et sans équivoque de la politique dite des 4 piliers, laisse songeur ... Le débat a été sans cesse biaisé, unilatéral et l'on a voulu occulter le fait que parmi les critiques avertis de la révision de la loi, figurent aussi des ex-toxicomanes (tellement crédibles pourtant), des praticiens avertis et expérimentés de l'addiction et non seulement des fondamentalistes religieux ou moralistes de l'abstinence à tout prix. Les mesures prises il y a plus de 10 ans, face à la catastrophe des scènes ouvertes de la drogue ont été indispensables, sur le plan sanitaire et social. Les structures de soins ou d'accompagnement psycho-socio-médico-sociales ont par contre très vite montré leurs limites. La transgression des règles, la recherche du toujours plus, la constitution d'une nouvelle identité chronique de toxicomane assisté durablement les ont vidés d'une bonne partie de leur sens. L'offre de soins résidentiels, sur le long cours, protégeant du contact avec la zone et le produit, s'est amenuisée. Sevrage, abstinence, dépassement de soi, lucidité, respect des règles étaient des concepts dépassés, ringards, tellement coûteux en motivation et en énergie. Pourquoi s'exposer à des tourments alors qu'on peut tout obtenir de thérapeutes qui sont devenus codépendants par compassion (ou peut-être même par métier ...). Et que s'organise un réseau occupationnel de maintien en survie sociale et psychologique de zombies qui remettent sans cesse à plus tard la souffrance intolérable de se réveiller et d'affronter sa réalité émotionnelle. Aujourd'hui, les 4 piliers sont dépassés: rien de concrètement visible sur la prévention. L'offre de soins proposant un chemin vers l'abstinence s'est réduite comme peau de chagrin. La répression semble peu dissuasive, les mafias exotiques de dealers bien organisées et intouchables, et la drogue circule très bien, autant en milieu carcéral qu'en hôpital! Et avouons-le, la police et la justice ont aussi cédé à la démotivation et au découragement.

Et pour les consommateurs débutants ... Quel double message effrayant: ne consomme pas de drogues mais si jamais tu deviens dépendant (malade) nous t'accompagnerons durant toute ta vie et pourvions à tes besoins!

Au lieu d'ancrer les mesures transitoires d'urgence dans la Constitution, en faire une politique officielle, il serait enfin temps de s'interroger sur les causes morales et sociales de ces nouvelles maladies (l'hédonisme massif de consommation individuelle et refus des valeurs de l'effort, de la responsabilité, d'acceptation de la frustration). Au lieu de reprendre à son compte, de manière paternaliste (maternaliste plutôt), cette automédication extrême, de transgression des limites et de la déclarer médication officielle et d'essayer de la contrôler. L'abstinence devrait être le premier pilier et les boulons des autres piliers resserrés (plus de répression, pour les trafiquants empoisonneurs, plus d'offres résidentielles de soins protégeant du contact avec le produit, plus de limites fixées pour les thérapeutes). Entendons-nous bien. Il n'est pas question ici de se transformer en chevalier blanc de la morale et de l'abstinence. Il est dans la nature humaine de ne jamais complètement accepter le principe de réalité et de préférer celui de plaisir. Celui qui veut transgresser les tabous, à ses propres risques, peut le faire. Et en assume les conséquences. Les expériences transitoires de modification de la réalité ont aussi un sens thérapeutique ou mystique. Ce qui est scandaleux, c'est la reprise à son compte de la transgression chronique du toxicomane par la médecine de l'Etat thérapeutique qui la définit comme une maladie à soigner. Et son autosatisfaction bruyante et satisfaite. Gérer ces troubles comme s'il s'agissait d'une hypertension artérielle, un diabète relève de la tromperie. On y évacue la place des valeurs spirituelles permettant de s'en sortir pour proposer un modèle de management hygiéniste infini, qui ne veut pas voir le besoin de transgression du sujet et son impossibilité à échapper complètement, après plusieurs années, à ce trouble iatrogène.

2 x NON le 30 novembre 2008

*Dr Dominique Baettig,
psychiatre FMH,
conseiller national, Delémont*

Geben wir der Jugend wieder Hoffnung!

Sagen wir nein zum Betäubungsmittelgesetz und zur Hanfinitiative

Eine Binsenwahrheit vorab: Eine Droge ist ein Gift, das junge Menschen ihrer Fähigkeit beraubt, frei zu denken und zu entscheiden. Ausserdem ist sie gesundheitsschädigend, z.B. ist das THC

des Cannabis um ein Mehrfaches karzinogener als Zigaretten und führt oft zu Psychosen. Ganz zu schweigen von Heroin und Kokain. Der Bundesrat und die «Drogendoktoren» sprechen von «bewährter Drogenpolitik». Was ist da bewährt, wenn diese Drogenpolitik dazu geführt hat, dass bereits mehr als 500 000 junge Menschen in der Schweiz Drogen missbrauchen?

Die berühmte Philosophin Jeanne Hersch [1] nahm folgendermassen zum Drogenproblem Stellung: «Was steht menschlich auf dem Spiel? [...] Die Schwäche im Kampf gegen die Drogen in unserem Lande und in anderen Ländern ist nicht zufällig. Ich glaube, der Grund liegt [...] darin, [...] dass der Sinn für das entscheidend Menschliche bei uns allen geschwächt ist. [...] Im Menschlichen ist entscheidend, dass der Mensch frei ist, dass er frei entscheiden kann, was er tut. Die Fähigkeit, entscheiden zu können, ist die Grundlage dafür, dass die Völkergemeinschaft für die ganze Erde proklamiert hat, dass die Menschen Rechte haben [...]. *Deswegen ist es eine reine Perversion des Denkens, wenn man behauptet, es gehöre zu den Menschenrechten, Drogen konsumieren oder nicht konsumieren zu dürfen. Das stimmt nicht! Die Droge negiert die Menschenrechte [...]. Das ist es, was auf dem Spiel steht.*» [2]

Es sei daran erinnert, dass Jeanne Hersch wegen dieser Stellungnahme von den linken Parteien zur Persona non grata erklärt und aus der SPS ausgeschlossen worden ist.

Dieselben Leute werben heute mit einer manischen Verbissenheit für das Betäubungsmittelgesetz. Die FMH, sich nicht mehr an den hippokratischen Eid erinnernd – «auch werde ich niemandem ein tödliches Gift geben» – und von den «Drogendoktoren» beherrscht, steht bei der Befürwortung des Betäubungsmittelgesetzes an vorderster Front.

Übrigens: Es gibt noch einen anderen Aspekt, der auch bedeutend ist: Ein Drogensüchtiger kostet den Staat ungefähr 100 000 Franken pro Jahr. Dazu kommen noch die fehlenden Beiträge für die AHV wegen Arbeitsausfalls. Die staatliche Heroinabgabe an Süchtige wird auf Kokain und weitere Drogen ausgeweitet – und das auf Kosten der Krankenkassen, also der Gesellschaft. Hier haben wir wieder ein Beispiel dafür, warum die Krankenkassenprämien immer weiter steigen. Die meisten Drogensüchtigen sind kaum arbeitsfähig und leben von Sozialhilfe und IV.

Es ist durchaus möglich, jungen Menschen zu helfen, sich von der Droge zu befreien, damit sie wieder ihr Recht auf freies Entscheiden und Denken zurückerobert. Es gibt keine hoffnungslosen Fälle. Bei Rimini in Italien gibt es ein besonderes Dorf, San Patrignano, bewohnt von ehemaligen Drogensüchtigen. Nach einem Aufenthalt von ein bis drei Jahren haben sie in erster Linie gelernt,

ihre menschliche Würde zurückzuerobern, wieder Respekt vor sich selbst zu haben und auch für die anderen Menschen aufzubringen. Gleichzeitig können sie einen Beruf erlernen oder die Schule nachholen. Dort lebt der lebendige Beweis, dass es bei den Drogensüchtigen keine hoffnungslosen Fälle gibt. Für alle ist es möglich, den Drogen zu entfliehen.

Mein Appell als Vater und Pädiater an alle Mütter und Väter, von links bis rechts: Sie haben am 30. November die Gelegenheit, diesen Teufelskreis zu durchbrechen, damit wir den Drogensüchtigen wieder Hoffnung machen, erneut in ein menschenwürdiges Leben zurückzukehren. Und vor allem: unsere Kinder mit allen Mitteln vor Drogen zu bewahren. Denn ebenso wie Gelegenheit Diebe macht, führen auch leicht verfügbare Drogen zu erhöhter Drogensucht. Eine drogenfreie Jugend ist ein schönes, erstrebenswertes Ziel. Menschen ohne Rückgrat haben wir schon zu viel.

Deshalb: Sagen Sie nein! Nein und wieder nein zu einer zum Scheitern verurteilten und schon gescheiterten Drogenpolitik.

*Dr. med. Angelo Cannova,
Kinderarzt und Vater, Zürich*

- 1 Jeanne Hersch, Prof. Dr., Philosophin, em. Ordinaria Universität Genf, Ehrendoktor der Theologischen Fakultät der Universität Basel, Preis der Fondation pour les Droits de l'Homme
- 2 Zitat aus dem Vortrag von Jeanne Hersch im Rahmen des II. Internationalen Symposiums gegen Drogen in der Schweiz am 12./13. April 1997 in Zofingen.

Das Drogen- und Alkoholproblem muss hier gelöst werden, nicht weit hinten in der Türkei

Die liberale Entkrampfung der Drogenpolitik mit der helvetischen Viersäulenpolitik, mit Repression, Prävention, Schadensverminderung und der heroingestützten Therapie soll erfolgreich sein, wird gesagt. Ob wir nun Ja oder Nein stimmen zu den Drogenvorlagen: Fakt ist, der Genuss von Drogen, und auch von Haschisch, vernebelt das Bewusstsein. Autofahrer, die mit Drogen, auch mit Hasch oder Alkohol, verladen sind, gefährden den Strassenverkehr, verursachen auch am Arbeitsplatz vermehrt Unfälle.

Auf jeden Fall sollte die zweite Säule zur Bekämpfung der Drogensucht, die Therapie, aus Kostengründen nicht noch mehr abgebaut werden, da einfach die Abgabe von Methadon und Heroin billiger ist. Zwischen 1999 und 2004 musste ein Drittel der Therapieeinrichtungen für Drogensüchtige schliessen, weitere Schliessungen, um noch mehr zu sparen, sind bloss noch eine Frage der Zeit. Meiner Meinung nach müsste man allen Ausstiegswilligen die Chance geben, auch mehrmals, sich in einer stationären Therapieeinrichtung von ihrer Sucht zu befreien, so gut man Alkoholikern seit Jahrzehnten, mit grossem Erfolg, diese Chance gibt.

Nicht wenige Drogensüchtige und Alkoholranke begehen Selbstmord, bevor ihr Körper ruiniert ist. – Was kann man gegen das Suchtverhalten tun? Wie kann dies verhindert werden? Diese sozialen, politischen, wirtschaftlichen und erzieherischen Fragen müssten erforscht und gelöst werden, hier, nicht weit hinten in der Türkei, wo Drogen angebaut werden. Es liegt nicht in den Genen, dass Menschen von der Realität, von den Problemen des Lebens die Flucht ergreifen und in die Welt des Alkohols, der Drogen, der Sucht fliehen.

Den Krieg gegen die Drogen in Kolumbien und Afghanistan zu führen ist absurd. Er ist ebenso absurd, wie wenn wir den Alkoholismus in der Schweiz mit der Bombardierung von Whisky-Fabriken in Schottland bekämpfen würden. Niemand kommt auch auf die Idee, die Trunksucht hier zu bekämpfen, indem man in Südfrankreich mit Flugzeugen Weinberge mit Chemikalien besprüht, um dort Rebstöcke zu vernichten. Das Drogenproblem muss in den Ländern gelöst werden, in denen Drogen und auch Alkohol übermässig konsumiert werden.

Wichtig wäre einmal, bei dem Suchtmittel Nummer 1 in der Schweiz, dem Alkohol, die Reklame zu verbieten und den Weinbau nicht mehr zu subventionieren. Winzer erhalten bis zu 7000 Franken pro Hektare. Etwas bringen würde es auch, und das zeigen Erhebungen in Finnland, wenn alkoholische Getränke, sei es nun Bier, Wein oder Spirituosen, massiv teurer würden. Nachdem durch EU-Direktiven alkoholische Getränke in Finnland verbilligt werden mussten, stieg der Konsum in Finnland sofort stark an.

Heinrich Frei, Zürich